

Franchise

□□□□ □□□□, 7 mars 1933

Il est certain que je n'aime pas prendre quelqu'un à la gorge en quelque affaire que ce soit, aussi importante soit-elle — encore moins qu'on me prenne à la gorge.

Lorsque l'affaire est mineure et sans importance — comme la question du cabinet de coalition ou du cabinet national — ma répugnance à y chercher querelle est d'autant plus grande, et mon inclination à m'en tenir à l'écart d'autant plus forte. Que les écrivains qui aiment le cabinet national, en sont fêrus et s'estiment tenus de le défendre dès à présent se rassurent : je ne les contredirai pas là-dessus... Mais ils me donnent raison, je pense, sur ce point que se prendre mutuellement à la gorge est une chose, et le désir de clarté et de franchise en est une autre. Et ils me donnent raison, je pense, sur ce point que prolonger le débat et se répéter indéfiniment sur ce sujet à l'heure actuelle ne peut mener à rien — sinon à un dialogue dans le vide, et à une discussion que l'on ne peut guère qualifier autrement que d'une discussion risquant de susciter quelque embarras sans profit ni utilité...

Le Premier ministre continue de serrer ses mains débiles sur les rênes du pouvoir ; il ne les a pas lâchées, et personne ne l'a invité à les lâcher. Il semblerait qu'il en sera ainsi jusqu'à ce que ses partisans se lassent de lui, et que ses soutiens l'abandonnent, et qu'on lui demande de se retirer lui-même de ce pouvoir qu'il chérit et auquel il tient si fort, et pour lequel il sacrifie tant de sa santé et de son repos, de son intelligence et de ses compétences. Et nous parlons depuis maintenant — Dieu me pardonne — ou plutôt depuis plus d'un an déjà du cabinet qui lui succédera : sera-t-il partisan ou national ? Notre débat ne produit que divisions et discordes, et ne fait qu'inciter les Anglais à persévérer dans ce qu'ils font déjà — soutenir et appuyer le Premier ministre — dans l'espoir que son maintien au pouvoir élargisse les dissensions parmi nous et rende les troubles dans nos rangs plus violents et plus intenses.

Je pense que ceux qui aiment le cabinet national et en sont fêrus me donneront raison sur ce point que le débat à ce sujet était prématuré il y a un an, et qu'il reste prématuré aujourd'hui, et que le mieux est encore de le laisser en suspens jusqu'à ce que l'Égypte soit délivrée de la situation où elle se trouve, que le préjudice causé par le cabinet actuel soit écarté d'elle, et que la liberté de respirer, de se mouvoir et de vivre

lui soit rendue.

J'aurais donc souhaité pouvoir persuader les partisans du cabinet national de se satisfaire de ce qu'eux et leurs adversaires avaient dit, de se taire — comme se sont tus leurs adversaires — et de se consacrer entièrement à ce à quoi ils devraient se consacrer : enregistrer les crimes qui sont commis, les méfaits qui sont perpétrés, et affermir la nation dans sa splendide posture — la posture de la résistance à la tyrannie des tyrans et à l'agression des agresseurs. Mais les partisans du cabinet national s'emballent dans leur amour pour lui, et se trouvent incapables de garder le silence à son sujet, même provisoirement ; ils parlent et parlent encore... sans remarquer que d'autres parlent avec eux, semant le soupçon, alimentant le doute, et donnant une forte indication que cette idée de cabinet national, si elle est égyptienne par certains de ses aspects, est quelque chose pour lequel les Anglais nourrissent un intérêt trouble...

Quoi qu'il en soit, je tiens particulièrement à ce que mon point de vue sur le cabinet national soit sans ambiguïté.

J'entends par cabinet national — comme je l'ai dit précédemment — celui qui émane de la volonté de la nation, non de la volonté de l'étranger ; et de la volonté de la majorité lorsque l'unanimité est impossible à atteindre, non de la volonté de la minorité. Tout cabinet inspiré par les Anglais n'est donc pas un cabinet national ; tout cabinet formé par la minorité n'est donc pas un cabinet national. Un cabinet ne peut donc être véritablement national qu'en tant que résultat d'une élection libre et valide, sans coercition ni injustice, autour de laquelle ne s'élèvent ni doute ni soupçon, et dans laquelle ceux qui la supervisent ne sont mus par aucun penchant personnel ni aucun parti pris.

Cela est, je pense, clair et évident — et ce que cela signifie, c'est que dans nos circonstances actuelles le cabinet national doit être créé par des élections, et non conduire lui-même des élections...

Il n'est ni juste ni logique d'invoquer ce qu'ont fait les Anglais comme précédent. On pourra dire que le Premier ministre travailliste a formé son cabinet national, puis s'est tourné vers le peuple pour lui demander son aval, et que le peuple l'a soutenu et s'est rangé à ses côtés. On pourra dire cela — mais ceux qui le disent oublient que lorsque le Premier ministre travailliste a formé son cabinet national, il se trouvait

dans un pays libre et indépendant où les dispositions constitutionnelles s'appliquaient normalement. Il avait tenté de former son cabinet national à partir des membres du Parlement existant ; lorsque les travaillistes l'ont abandonné et refusé de le suivre, il s'est adressé au peuple par référendum, et le peuple lui a accordé la victoire et l'a soutenu, après quoi il a reconstitué son cabinet national fort des résultats des élections.

Ce qui s'est produit en Angleterre ne peut servir d'étalon pour ce qui est applicable en Égypte. Le cabinet national qu'envisagent certains hommes politiques ne peut pas être formé au sein du Parlement actuel.

Je pense que tous ces hommes politiques, ou la plupart d'entre eux, estiment qu'il vaudrait mieux que les membres du Parlement actuel ne participent pas à ce cabinet national. Où donc sera-t-il formé ? Et comment ?

Il sera formé en dehors du Parlement — et si la majorité des gens le rejette, il perdra son caractère national et deviendra un simple cabinet partisan ne représentant que la minorité. Il n'y a donc pas d'autre issue à cette impasse que de renoncer à cette idée pour l'instant et de l'ajourner jusqu'à ce que l'Égypte soit délivrée du cabinet actuel, puis qu'un cabinet neutre — appelez-le comme vous voudrez — prenne les choses en main et organise des élections libres, le cabinet national étant l'enjeu de ces élections. Si la nation le soutient et lui accorde une majorité, il sera formé dans les meilleures conditions possibles, et réalisera le principe constitutionnel indiscutable — à savoir que la majorité doit assumer les charges du gouvernement. Et si la nation le rejette et soutient ses adversaires en leur accordant une majorité, ce seront ces adversaires qui assumeront les charges du gouvernement en application des règles constitutionnelles.

Telle est la voie dans laquelle je crois que réside tout le bien, car elle est claire et droite, sans détour ni inflexion, sans doute ni soupçon autour d'elle. Et je pense que les partisans du cabinet national me donneront raison sur ce point qu'emprunter toute autre voie n'est pas à l'abri d'un dénouement incertain, et n'est pas exempt de danger — et le moins qu'elle pourrait produire serait la transformation de leur cabinet national en un cabinet que la majorité combat et que le peuple rejette avec la plus grande vigueur.

Je répugne à voir les partisans du cabinet national suivre les traces de Sidqi Pacha — leur mémoire, Dieu merci, ne peut être accusée de brièveté. Ils savent que Sidqi Pacha a prétendu, lorsqu'il a assumé les charges du gouvernement, qu'il formait un cabinet national, et a répété à satiété que son cabinet n'appartenait à aucun parti et n'avait nul besoin de s'appuyer sur le soutien d'un parti. Il n'en demeure pas moins que son cabinet n'a jamais eu le caractère d'un cabinet national un seul jour, et qu'il n'a pas réussi à maintenir cette posture de caractère national, et a été contraint à ce à quoi il a été contraint : la formation de son admirable parti, et l'établissement de son cabinet — ou de ses cabinets — sur une base partisane, voire de gouvernement personnel individuel, qui est ce qu'il y a de plus éloigné de tout véritable souci de l'intérêt national...

J'espère que les partisans du cabinet national ne tomberont pas dans le même piège que Sidqi Pacha. Un homme résolu et perspicace est celui qui tire les leçons des précédents lointains, en plus de ceux qui se déroulent encore sous ses yeux. J'affirme avec conviction aux partisans du cabinet national qu'un seul homme politique du calibre de notre Premier ministre est déjà trop pour l'Égypte — que dirait-on si eux-mêmes se précipitaient dans ce cabinet national que la majorité ne soutient pas et qui n'émane pas de la volonté du peuple, faisant de chacun d'entre eux un nouveau Sidqi Pacha, et multipliant en Égypte les émules de notre Premier ministre brillant et singulier... qui devrait rester unique en Égypte, sans pareil ni égal...